Communiqué de presse | Action Justice Climat bloque le parvis de l'Assemblée nationale pour exiger un véritable budget d'adaptation au changement climatique



Crédit photo : Rémy El Sibaïe

Paris, le 8 octobre 2026.

Alors que s'ouvrent les discussions autour du Projet de loi finance 2027 au Parlement et qu'un mouvement social inédit à l'initiative des lycéens prend de plus en plus d'ampleur, une soixantaine d'activistes d'Action Justice Climat ont bloqué le parvis de l'Assemblée nationale. Avec le soutien des Amis de la Terre France, ce « die-in » vise à dénoncer l'inaction climatique du gouvernement et exiger un véritable budget de lutte contre le dérèglement climatique.

Jeudi 8 octobre au soir, une soixantaine d'activistes d'Action Justice Climat ont bloqué la circulation du parvis de l'Assemblée nationale recouverts de couvertures de survie, avant d'être évacués par la police**.** À travers cette mobilisation non violente, Action Justice Climat dénonce l'inaction climatique du gouvernement et exige un véritable budget d'adaptation et de lutte contre les catastrophes climatiques dans le cadre du Projet de loi de finances pour 2027. Les organisations rappellent que les catastrophes climatiques tuent et que les premiers impactés sont les plus précaires, ayant peu d'échappatoire face à des chaleurs insoutenables. L'été 2026 a été marqué par une série de canicules dévastatrices ayant entraîné une surmortalité de plus de 8000 morts[1], un abandon des services publics (fermeture d'écoles, hôpitaux saturés) et des sécheresses dévastatrices pour les

agriculteurs. Des mégafeux d'une ampleur inédite ont ravagé des régions entières et entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes[2].

Action Justice Climat déplore l'impréparation du gouvernement et l'absence d'un budget d'atténuation et d'adaptation au dérèglement climatique à la hauteur des enjeux dans la copie budgétaire présentée. Alors même que la France et le monde connaissent l'année la plus chaude depuis l'existence de relevés météorologiques, le gouvernement est récemment revenu sur plusieurs avancées environnementales clés à travers la loi d'urgence agricole et le rabotage des budgets environnementaux : facilitation des mégabassines, baisse du Fonds Vert, diminution des crédits de la mission écologie, diminution du plan canicule et écoles, rabotage du budget de l'ADEME, etc. Dans le même temps, les discours climatosceptiques continuent d'occuper une grande part des débats publics et médiatiques, portés par la droite et l'extrême-droite.

« *L'austérité imposée par le gouvernement est incompatible avec la sauvegarde de nos vies. Le PLF 2027 doit marquer un tournant pour l'adaptation et l'atténuation des catastrophes climatiques. Il y a urgence à mettre à contribution les entreprises fossiles et les plus hauts patrimoines pour faire face aux catastrophes du présent et du futur. Chaque euro non investi aujourd'hui aura pour conséquence de nouvelles morts.* » déclare Soli Heredia porte-parole d'Action Justice Climat.

« *Les activistes allongé·es dans leurs couvertures de survie représentent la volonté de vivre et non pas de survivre face aux étés toujours plus chauds qui nous attendent. Nous rejoignons les revendications des lycéens : ils veulent avoir un présent digne, étudier dans de bonnes conditions, et un futur égalitaire. Au contraire, la réponse du gouvernement a été : une main arrachée, un œil éborgné et une mâchoire explosée. Nous sommes à leur côté, notre action est un cri de colère face à un futur confisqué par l'irresponsabilité de ceux qui nous gouvernent.* » affirme Marine Arcaina, porte-parole des Amis de la Terre.

L'austérité budgétaire prévue par le gouvernement place les vies de plus vulnérables en péril, alors que la priorité se trouve dans la taxation des responsables du réchauffement climatique. Dans ce cadre, il est impératif qu'un budget d'adaptation soit mis en place pour les logements bouilloires et passoires thermiques, pour les services publics essentiels tels que les hôpitaux et les écoles et pour les infrastructures cruciales telles que le rail et les réseaux d'eau.

Ces mesures doivent être financées par une mise à contribution des principaux responsables de la crise climatique et des profiteurs de crise. Une taxe régulière sur les superprofits des entreprises pétrolières doit être votée dans le cadre du PLF 2027. Un Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) climatique mettant à contribution les plus hauts patrimoines à la hauteur de l'empreinte carbone de leurs investissements ainsi qu'une augmentation de la taxe sur les transactions financières, incluant le trading haute fréquence, doivent être mis en place d'urgence pour financer l'adaptation.

Dans le sillage des mobilisations initiées depuis septembre 2026, cette action s'inscrit dans une volonté plus large de croisement des luttes écologiques et sociales. Le moment politique actuel nous exhorte à une convergence massive de tout le mouvement social. Tous les espaces et méthodes de revendications représentent une opportunité d'exercer un

rapport de force essentiel pour tendre vers une justice sociale et climatique désirable pour tous.

[1] https://www.lemonde.fr/planete/article/2026/09/16/plus-de-8-000-morts-liees-aux-canicules-de-l-ete-2026-en-france-un-bilan-sans-precedent-depuis-2003_6775444_3244.html?srsltid=AU7gw4UlcXbu8R7cj4tNjHfcxrJebtPw-1GUq_rtMpvgAPL0pPIRTPYA
[2] https://www.midilibre.fr/2026/08/01/incendies-en-gironde-ils-etaient-plus-de-220-000-a-avoir-du-quitter-leurs-maisons-208-000-personnes-ont-pu-rentrer-chez-elles-13493640.php

Contact presse : Loane Novou, 06 63 85 92 55 presse@actionjusticeclimat-paris.fr